

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.687/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 30 juin 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé d'un mois ^(*), sur un projet d'arrêté royal "organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers, et modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit", a donné le 23 août 2005 l'avis suivant :

(*) Par une lettre du Ministre du 13 juillet 2005.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

De manière générale, il est conseillé lors de la transposition d'une directive communautaire d'adopter la même terminologie et de ne s'en écarter qu'en cas de nécessité. Il peut être reproché à l'auteur du présent projet d'arrêté de ne pas avoir suivi cette ligne de conduite, ainsi qu'il sera montré de manière non exhaustive à l'occasion de l'examen des articles.

Préambule

Les alinéas 2 à 4 seraient mieux rédigés comme suit :

"Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 91*octies decies*, inséré par la loi du 20 juin 2005;

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment l'article 49*bis*, inséré par la loi du 20 juin 2005;

Vu de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment l'article 95*bis*, inséré par la loi du 20 juin 2005;".

.../...

Dispositif

Article 1^{er}

Les concepts d'"entreprise réglementée" (au 7°), de "secteur financier" (au 8°), d'"entreprise mère, filiale, contrôle, consortium, participation" (au 10°), de "groupe" (au 11°), de "groupe de services financiers" (au 12°) et de "compagnie financière mixte" (au 13°) sont déjà définis par le premier paragraphe des articles 91*octies decies*, 49*bis* et 95*bis* visés aux alinéas précités du préambule à titre de fondements légaux.

L'arrêté qui exécute ces articles doit donc se conformer et se référer à ces définitions légales, et non les reproduire. L'usage d'un tel procédé est en effet susceptible d'induire en erreur sur la nature juridique réelle de ces règles, indépendamment même du fait que si le texte des dispositions d'emprunt diffère de celui des normes originaires, il peut en modifier la portée et, partant, les méconnaître. La reproduction de normes légales - et donc "de force obligatoire supérieure" - dans un arrêté d'exécution risque en tout cas d'engendrer la confusion, puisqu'elle semble supposer la compétence d'arrêter - et donc aussi de modifier - les règles légales reproduites, qui s'en trouvent ainsi comme "rétrogradées" dans la hiérarchie des normes.

Par contre, il n'y a pas d'objection à ce que l'article 1^{er} renvoie pour ce qui concerne la signification des concepts précités, à leur définition légale, par référence aux dispositions correspondantes du premier paragraphe des articles 91*octies decies*, 49*bis* et 95*bis* visés ci-avant.

Article 2

Le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, b), ne transpose pas complètement l'article 3, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, b), de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE,

.../...

79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil - ci-après "la directive" -, qui dispose comme suit :

"Aux fins de l'application des paragraphes 1, 2 et 3, les autorités compétentes concernées peuvent, d'un commun accord :

a) (...);

b) prendre en compte le respect des seuils prévus aux paragraphes 1 et 2 pendant trois années consécutives de manière à éviter de brusques changements de régime et ne pas tenir compte de ce respect en cas de modification importante de la structure du groupe."

Ainsi, en prévoyant que ces autorités compétentes peuvent décider "(...) de considérer comme un groupe de services financiers un groupe qui ne satisfait plus aux seuils prévus aux §§ 2 et 3, mais qui y a satisfait pendant trois années consécutives (...)", le projet omet d'envisager l'hypothèse inverse, dans laquelle elles décideraient de ne pas considérer comme un conglomérat financier soumis à l'application de la directive un groupe dépassant pourtant les seuils, en raison du fait que cette situation ne s'est pas prolongée durant trois années consécutives.

Il y a dès lors lieu de rendre cette disposition du projet plus conforme à celle de la directive, en évitant du reste d'y viser également le seuil établi par le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, b), du projet qui transpose l'article 3, § 3, de la directive ⁽¹⁾.

Article 9

Selon la table de transposition jointe au projet, son article 9, § 2, transposerait, en son premier alinéa, l'article 6, paragraphe 3, de la directive et, en son second alinéa, les alinéas 1^{er}, 2 et 3 du paragraphe 5 du même article, ce qui n'est nullement apparent, tant l'article 9, § 2, du projet diffère de ces dispositions de la directive qu'il est cependant censé transposer. Le rapport au Roi ne fournit du reste aucune explication de ces divergences. Ce paragraphe sera donc fondamentalement revu.

⁽¹⁾ Son article 3, § 4, alinéa 1^{er}, b), ne vise en effet que les "seuils prévus aux §§ 1 et 2".

Article 11

Dans le paragraphe 3, ce n'est pas "chaque concentration de risques importante" qu'il convient de viser, mais "toute transaction intragroupe importante".

Article 13

Dans le paragraphe 2, a), il convient de viser, non "les organes responsables de la société", mais - comme l'article 9, paragraphe 2, a), de la directive - "les organes dirigeants appropriés au niveau du conglomérat financier".

Articles 14 à 16

Comme l'indique le rapport au Roi, ces articles, qui comportent diverses règles concernant les compagnies financières mixtes de droit belge ne se fondent sur aucune disposition de la directive, à l'exception de la seconde phrase de l'article 15, § 1^{er}, du projet qui correspond à l'article 13 de la directive.

L'article 5, paragraphe 5, de cette dernière dispose du reste que :

"Sans préjudice de l'article 13, l'exercice de la surveillance complémentaire au niveau du conglomérat financier n'implique nullement, pour les autorités compétentes, d'exercer une surveillance individuelle sur les compagnies financières *holdings* mixtes", notamment.

Le Conseil d'État s'interroge sur le fondement légal en droit interne de ces dispositions qui relèvent de la compétence du législateur. En l'absence d'une loi fondant ces dispositions, celles-ci doivent être omises du projet.

.../...

Article 17

Le deuxième paragraphe traduit mal une règle essentielle énoncée à l'article 18, paragraphe 1^{er}, de la directive, selon laquelle

"La vérification est effectuée par l'autorité compétente qui jouerait le rôle de coordinateur si les critères énoncés à l'article 10, § 2, devaient s'appliquer".

Le paragraphe 4 détermine, en exécution de l'article 18, paragraphe 3, de la directive, les pouvoirs de la CBFA lorsqu'il lui appartient d'assumer le rôle du coordinateur, mais néglige de l'habiliter, comme le prévoit aussi la même disposition, à appliquer d'autres méthodes approuvées par un autre coordinateur en vue de garantir une surveillance complémentaire appropriée des entités réglementées de droit belge appartenant à un conglomérat financier.

Ces deux paragraphes devront être revus en conséquence.

Article 19

Le paragraphe 3, 1°, ne transpose pas correctement les deux premiers alinéas de l'article 10, paragraphe 2, b), II), de la directive qui règlent les hypothèses dans lesquelles plusieurs entités réglementées ayant leur siège social dans l'Espace économique européen ont pour entreprise mère la même compagnie financière holding mixte et une ou plusieurs de ces entités ont été agréées dans l'État membre où cette compagnie a son siège social. Il doit être complété en conséquence.

De manière plus générale, le projet ne distingue pas suffisamment clairement le rôle que la CBFA doit assumer en tant que coordinateur de la surveillance complémentaire des conglomérats de celui qui lui incombe - ainsi que, plus largement, aux autorités belges - de contribuer, comme autorité responsable de la surveillance individuelle et sectorielle consolidée d'entités réglementées, à la surveillance complémentaire assurée par d'autres coordinateurs.

Article 20

Selon le rapport au Roi, cet article transpose l'article 11 de la directive. Le paragraphe 1^{er}, f), qui ne correspond à aucune des missions du coordinateur énumérées par cet article de la directive ne trouve donc pas sa place dans le projet d'arrêté sauf à préciser dans le point f), quelles sont les dispositions de "la loi bancaire, la loi sur les assurances, la loi concernant les entreprises d'investissement et la loi relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement" qui confèrent à la CBFA le pouvoir de prendre à l'encontre des compagnies financières holding mixtes les mesures de redressement et sanctions administratives y visées.

L'article 27 appelle une observation semblable.

Chapitre III : Communication d'informations, vérification sur place, coopération et échange d'informations entre autorités compétentes.

Il est fait référence à l'observation générale ci-dessus.

À titre d'exemple, l'article 23 du projet prévoit l'échange entre entreprises du conglomérat des informations intéressant la surveillance complémentaire, "sans pouvoir y opposer d'objections tirées du droit privé", là où l'article 14, paragraphe 1^{er}, de la directive charge les États membres de veiller "à ce qu'aucun obstacle juridique n'empêche, sur leur territoire," cet échange d'informations. Or, si les objections précitées se fondent sur des normes de valeur législative ou supérieure, un arrêté royal ne peut, à lui seul, les rendre inopposables.

Titre II : Autres dispositions

Articles 28 et 29

Les multiples modifications prévues dans ce titre ne font l'objet, dans le rapport au Roi, que d'une explication très générale suivie d'un commentaire succinct concernant "les principales modifications", alors qu'il y aurait au contraire lieu d'y

.../...

préciser, pour chacune des modifications, la base légale sur laquelle elle se fonde - qui devrait également, si nécessaire, être visée dans le préambule du projet -, les éventuelles dispositions de droit européen dont elle assurerait l'exécution - en reproduisant textuellement les passages pertinents, afin de mettre en évidence l'adéquation de la transposition -, ainsi que les raisons particulières qui recommandent d'y procéder, lorsqu'il ne s'agit pas de la simple reproduction de dispositions obligatoires de droit européen.

En l'absence de ces précisions essentielles dans le rapport au Roi, le contrôle de l'exacte transposition de la directive ainsi que celui de la légalité du projet d'arrêté s'avère impossible.

Article 30

Cet article doit être omis, puisque, comme l'expose le rapport au Roi :

"Cet article reprend la disposition de l'article 49*bis*, § 5, de la loi du 22 mars 1993, de l'article 91*octies decies*, § 5, de la loi du 9 juillet 1975 et de l'article 95*bis*, § 5, de la loi du 6 avril 1995, aux termes de laquelle la CBFA peut autoriser des dérogations aux arrêtés et règlements pris en vertu de ces articles".

Ces dispositions légales, insérées par la loi du 20 juin 2005, précitée, ne peuvent en effet être reproduites ou paraphrasées dans leur arrêté royal d'exécution, ainsi qu'il ressort de l'observation formulée plus haut au sujet de l'article 1^{er}.

Article 31

La disposition formant la seconde phrase de cet article pourrait avoir une portée rétroactive en ce qui concerne certaines entreprises soumises au projet d'arrêté. On peut se demander si cette portée rétroactive est indispensable en vue d'assurer l'exécution de la loi du 20 juin 2005, précitée, dont l'article 83 prévoit un fixant vigueur semblable.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	président du Conseil d'État, président,
	P. LEWALLE,	conseillers d'État,
	P. QUERTAINMONT,	
	J.-C. SCHOLSEM,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.687/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 30 juni 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd met een maand ^(*), van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "over het aanvullend groepstoezicht op kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen, beleggingsondernemingen en beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging in een financiële dienstengroep, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende het algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen en het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen", heeft op 23 augustus 2005 het volgende advies gegeven :

^(*) Bij brief van de Minister van 13 juli 2005.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

In het algemeen is het raadzaam om bij de omzetting van een gemeenschapsrichtlijn dezelfde terminologie te bezigen en er slechts van af te wijken in geval van noodzaak. Tegen de steller van het onderhavige ontwerp van besluit kan worden ingebracht dat hij deze gedragslijn niet heeft gevolgd, zoals op een niet-exhaustieve wijze zal worden aangetoond bij het onderzoek van de artikelen.

Aanhef

Het tweede tot het vierde lid zouden beter als volgt worden gesteld :

"Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op artikel 91*octies decies*, ingevoegd bij de wet van 20 juni 2005;

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 49*bis*, ingevoegd bij de wet van 20 juni 2005;

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op artikel 95*bis*, ingevoegd bij de wet van 20 juni 2005;".

.../...

Dispositief

Artikel 1

De begrippen "gereguleerde onderneming" (in onderdeel 7°), "financiële sector" (in onderdeel 8°), "moederonderneming, dochteronderneming, controle, consortium, deelneming" (in onderdeel 10°), "groep" (in onderdeel 11°), "financiële dienstengroep" (in onderdeel 12°) en "gemengde financiële holding" (in onderdeel 13°) zijn reeds omschreven in paragraaf 1 van de artikelen 91*octies decies*, 49*bis* en 95*bis* waarnaar in de genoemde leden van de aanhef als rechtsgrond wordt verwezen.

Het besluit ter uitvoering van deze artikelen dient dus overeen te stemmen met deze wettelijke definities en ernaar te verwijzen, maar mag ze niet overnemen. Een dergelijke werkwijze gebruiken kan immers verwarring doen ontstaan omtrent de werkelijke juridische aard van die bepalingen, zelfs afgezien van het feit dat de tekst van de overgenomen bepalingen, indien hij verschilt van de tekst van de oorspronkelijke bepalingen, de strekking ervan kan wijzigen en bijgevolg ermee in strijd kan zijn. Het overnemen van wettelijke - en dus "hogere" - normen in een uitvoeringsbesluit kan in ieder geval tot verwarring leiden, aangezien het bij deze werkwijze lijkt alsof de bevoegdheid bestaat om de overgenomen wettelijke regels vast te stellen - en dus ook te wijzigen - waardoor die regel als het ware een lagere rangorde verkrijgt binnen de hiërarchie van de normen.

Er is daarentegen geen bezwaar tegen dat in artikel 1 in verband met de betekenis van de genoemde begrippen wordt verwezen naar de wettelijke definitie ervan, waarbij wordt verwezen naar de overeenstemmende bepalingen van paragraaf 1 van de voormelde artikelen 91*octies decies*, 49*bis* en 95*bis*.

Artikel 2

Paragraaf 4, eerste lid, b), houdt geen volledige omzetting in van artikel 3, lid 4, eerste alinea, b), van Richtlijn 2002/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 betreffende het aanvullende toezicht op kredietinstellingen,

.../...

verzekeringsondernemingen en beleggingsondernemingen in een financieel conglomeraat en tot wijziging van de Richtlijnen 73/239/EEG, 79/267/EEG, 92/49/EEG, 92/96/EEG, 93/6/EEG en 93/22/EEG van de Raad en van de Richtlijnen 98/78/EG en 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad - hierna "de richtlijn" genoemd, welke bepaling luidt als volgt:

"Voor de toepassing van de leden 1, 2 en 3 kunnen de relevante autoriteiten bij onderlinge overeenkomst :

a) (...);

b) het feit dat gedurende drie opeenvolgende jaren aan de in de leden 1 en 2 bedoelde drempels is voldaan in aanmerking nemen om plotselinge regimeverschuivingen te voorkomen, en dit feit buiten beschouwing laten indien er significante wijzigingen in de structuur van de groep zijn."

Door te bepalen dat de bevoegde autoriteiten kunnen beslissen "een groep die niet meer voldoet aan de drempels van paragrafen 2 en 3, maar die er gedurende drie vorige opeenvolgende jaren aan voldaan heeft, als een financiële dienstengroep te kwalificeren", wordt aldus in het ontwerp geen rekening gehouden met het omgekeerde geval, waarin zij zouden beslissen een groep die de drempels nochtans overschrijdt, niet te beschouwen als een financieel conglomeraat dat valt binnen het toepassingsgebied van de richtlijn, omdat deze situatie niet heeft voortgeduurd gedurende drie opeenvolgende jaren.

Derhalve moet deze bepaling van het ontwerp beter in overeenstemming worden gebracht met die van de richtlijn, waarbij overigens ook geen melding meer hoeft te worden gemaakt van de drempel vastgesteld bij paragraaf 3, eerste lid, b), van het ontwerp die artikel 3, lid 3, van de richtlijn omzet ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ In artikel 3, lid 4, eerste alinea, b), van de richtlijn is immers alleen sprake van "de in de leden 1 en 2 bedoelde drempels".

Artikel 9

Volgens de bij het ontwerp gevoegde omzettingstabel zou artikel 9, § 2, eerste lid, van het ontwerp artikel 6, lid 3, van de richtlijn omzetten, en het tweede lid ervan de eerste, tweede en derde alinea van lid 5 van hetzelfde artikel van de richtlijn, wat geenszins duidelijk blijkt, zozeer verschilt artikel 9, § 2, van het ontwerp van deze bepalingen van de richtlijn die nochtans geacht worden bij deze paragraaf te worden omgezet. In het verslag aan de Koning wordt overigens geen enkele uitleg over deze verschillen verstrekt. Deze paragraaf moet dus grondig worden herzien.

Artikel 11

In de Franse tekst van paragraaf 3 mag er geen sprake zijn van "chaque concentration de risques importante", maar van "toute transaction intragroupe importante".

Artikel 13

In paragraaf 2, a), mag er geen sprake zijn van "de verantwoordelijke vennootschapsorganen", maar van "de passende bestuurslichamen op het niveau van het financiële conglomeraat", zoals in artikel 9, lid 2, a), van de richtlijn.

Artikelen 14 tot 16

Zoals in het verslag aan de Koning wordt aangegeven, steunen deze artikelen, die verschillende bepalingen betreffende de gemengde financiële holdings naar Belgisch recht bevatten, op geen enkele bepaling van de richtlijn, met uitzondering van de tweede zin van artikel 15, § 1, van het ontwerp, dat overeenstemt met artikel 13 van de richtlijn.

Artikel 5, lid 5, van de richtlijn bepaalt bovendien het volgende :

"Onverminderd artikel 13 houdt de uitoefening van aanvullend toezicht op het niveau van het financiële conglomeraat voor de bevoegde autoriteiten geenszins de verplichting in om toezicht op individuele basis uit te oefenen op (onder meer) gemengde financiële *holdings*".

De Raad van State vraagt zich af wat in het interne recht de rechtsgrond is van deze bepalingen, die behoren tot de bevoegdheid van de wetgever. Doordat deze bepalingen op geen wet steunen, moeten ze uit het ontwerp weggelaten worden.

Artikel 17

De tweede paragraaf is geen correcte weergave van een essentiële regel die vervat ligt in artikel 18, lid 1, van de richtlijn, dat luidt als volgt :

"De verificatie geschiedt door de bevoegde autoriteit die de coördinator zou zijn indien de in artikel 10, lid 2, bepaalde criteria van toepassing waren".

In paragraaf 4 worden, ter uitvoering van artikel 18, lid 3, van de richtlijn, de bevoegdheden van de CBFA bepaald wanneer deze als coördinator dient op te treden, maar wordt nagelaten deze commissie te machtigen, zoals ook in dezelfde bepaling wordt gesteld, andere methoden toe te passen die door een andere coördinator zijn goedgekeurd teneinde te zorgen voor een passend aanvullend toezicht op de gereguleerde entiteiten naar Belgisch recht die deel uitmaken van een financieel conglomeraat.

Beide paragrafen behoren dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 19

Paragraaf 3, 1°, vormt geen correcte omzetting van de eerste twee alinea's van artikel 10, lid 2, b), ii), van de richtlijn waarmee de gevallen geregeld worden waarbij verschillende gereguleerde entiteiten met hoofdbestuur in de Europese Economische Ruimte dezelfde gemengde financiële holding als moederonderneming hebben en aan een

.../...

van deze entiteiten vergunning is verleend in de lidstaat waar de gemengde financiële holding haar hoofdkantoor heeft. De paragraaf behoort dienovereenkomstig te worden vervolledigd.

Meer in het algemeen wordt in het ontwerp niet voldoende duidelijk onderscheid gemaakt tussen enerzijds de rol die de CBFA dient te vervullen als coördinator van het aanvullende toezicht op de conglomeraten en anderzijds de rol die ze - net als, in ruimere zin, de Belgische overheidsinstanties - op zich moet nemen, om als verantwoordelijke overheid wat betreft het geconsolideerde individueel en sectoraal toezicht op de gereguleerde entiteiten, deel te nemen aan het aanvullende toezicht dat uitgeoefend wordt door andere coördinatoren.

Artikel 20

Uit het verslag aan de Koning blijkt dat dit artikel artikel 11 van de richtlijn omzet. Paragraaf 1, f), die met geen enkele van in dat artikel van de richtlijn opgesomde opdrachten van de coördinator overeenstemt, hoort dus niet thuis in het ontwerpbesluit, tenzij in punt f) gepreciseerd wordt welke bepalingen van "de bankwet, de verzekeringswet, de wet op de beleggingsondernemingen en de wet betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles" aan de CBFA de bevoegdheid verlenen om ten aanzien van de gemengde financiële holdings de aldaar genoemde herstelmaatregelen en bestuurlijke sancties te treffen.

Met betrekking tot artikel 27 behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt.

Hoofdstuk III : Informatieverstrekking, verificatie ter plaatse, samenwerking en informatie-uitwisseling tussen bevoegde autoriteiten

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking die hierboven is geformuleerd.

In artikel 23 van het ontwerp, bijvoorbeeld, wordt voorzien in een uitwisseling van informatie tussen ondernemingen van het conglomeraat, met betrekking tot het aanvullende toezicht, "zonder dat zij beperkingen van privaatrechtelijke aard kunnen tegenstellen", terwijl artikel 14, lid 1, van de richtlijn de lidstaten ermee belast erop toe te zien dat "in hun rechtsgebied geen juridische belemmeringen" deze uitwisseling van informatie verhinderen. Welnu, als de voornoemde "beperkingen" gegrond zijn op normen die de waarde hebben van een wet of op hogere normen, kan een koninklijk besluit alleen er niet voor zorgen dat deze niet kunnen worden afgedwongen.

Titel II : Overige bepalingen

Artikelen 28 en 29

De talrijke wijzigingen waarin voorzien wordt in deze titel worden in het verslag aan de Koning slechts op een zeer algemene wijze uitgelegd, gevolgd door een beknopte bespreking met betrekking tot "de belangrijkste wijzigingen", terwijl in dat verslag daarentegen voor elke wijziging zou moeten worden gepreciseerd welke de rechtsgrond ervan is - welke rechtsgrond waar nodig eveneens zou moeten worden vermeld in de aanhef van het ontwerp - aan welke bepalingen van Europees recht ermee uitvoering zou worden gegeven - door de relevante passages letterlijk weer te geven om aldus de deugdelijkheid van de omzetting te belichten -, alsook welke de bijzondere redenen zijn om daartoe over te gaan, wanneer het niet gaat om een loutere overname van bindende bepalingen van Europees recht.

Aangezien die essentiële preciseringen in het verslag aan de Koning ontbreken, kan onmogelijk worden nagegaan of de richtlijn op correcte wijze is omgezet en of het ontwerpbesluit de toetsing van de wettigheid doorstaat.

Artikel 30

Dat artikel dient te vervallen, aangezien in het verslag aan de Koning daarover het volgende wordt gesteld :

"Dit artikel herhaalt het voorschrift van artikel 49bis, § 5, van de wet van 22 maart 1993, van artikel 9*locties decies*, § 5, van de wet van 9 juli 1975 en van artikel 95*bis*, § 5, van de wet van 6 april 1995, op grond waarvan de CBFA afwijkingen kan toestaan van de krachtens deze artikelen genomen besluiten en reglementen."

Die wetsbepalingen, die zijn ingevoegd bij de voornoemde wet van 20 juni 2005, mogen immers niet worden overgenomen of geparafraseerd in hun koninklijk uitvoeringsbesluit, zoals blijkt uit de opmerking die hoger geformuleerd is met betrekking tot artikel 1.

Artikel 31

De bepaling die de tweede zin uitmaakt van dit artikel zou terugwerkende kracht kunnen hebben wat betreft een aantal ondernemingen die vallen onder het toepassingsgebied van het ontwerpbesluit. De vraag rijst of die terugwerkende kracht noodzakelijk is met het oog op de tenuitvoerlegging van de voornoemde wet van 20 juni 2005, waarvan artikel 83 voorziet in een soortgelijke bepaling inzake de inwerkingtreding.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	voorzitter van de Raad van State, voorzitter,
	P. LEWALLE,	staatsraden,
	P. QUERTAINMONT,	
	J.-C. SCHOLSEM,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

R. ANDERSEN